

Ces alliances politiques qui brouillent les cartes

> **Stratégie** 71 listes ont été jumelées

> Avec les apparentements, les partis espèrent grappiller des sièges. Qui profite? Qui perd?

Bernard Wutrich BERNE



L'Office fédéral de la statistique (OFS) a enregistré 71 apparentements de listes pour les élections fédérales de 2015. C'est huit de moins qu'en 2011, mais plus que lors de toutes les élections fédérales précédentes (70 en 2007, 67 en 2003, 63 en 1999).

Qu'est-ce qu'un apparentement? Il s'agit d'un regroupement de deux ou plusieurs listes électorales. Elles sont considérées comme une liste unique au moment de la répartition des sièges, ce qui accroît les chances des partis alliés, notamment les plus petits, d'obtenir un mandat à Berne. Une fois la répartition entre les groupes de listes effectuée, les sièges sont attribués au sein d'un groupe selon le système proportionnel.

Ce mécanisme électoral est souvent décrit, car, en votant pour le candidat d'un parti, l'électeur peut involontairement apporter son suffrage à une autre formation. Prenons un exemple théorique: vous votez pour un candidat vert libéral. Mais le PVL de votre canton est apparié au Parti évangélique (PEV), et c'est celui-ci qui obtient un siège. Sans le vouloir, vous avez contribué à l'élection d'un candidat évangélique alors que vous n'avez pas voté pour cette formation.

Aux apparentements s'ajoutent les sous-appareillages, c'est-à-dire la jonction de listes à l'intérieur même d'un parti. Il s'agit le plus souvent de listes de jeunes candidats, de femmes ou de seniors, par exemple. L'OFS annonce 104 sous-appareillages pour les élections d'octobre, soit 33 de plus qu'en 2011.

Les apparentements dans les cantons

A gauche, une alliance entre le PS et les Verts a été conclue dans la majorité des cantons. A l'opposé, l'UDC n'a pas réussi à conclure plus de trois alliances avec le PLR

	Gauche	Centre	Droite
Argovie	PS Verts Pirates	PBD PVL PEV Ecopop	UDC UDF PLR PDC
Bâle-Campagne	PS Verts	PBD PDC	UDC PLR
Bâle-Ville	PS Verts	PBD PDC PVL PEV	UDC UDF
Berne	PS Verts POP	PBD PDC PVL PEV	UDC DS
Fribourg	PS Verts PCS PEV	PDC PVL	PLR PBD
Genève	PS Verts Divers gauche	PLR PBD PDC PVL	UDC MCG
Grisons	PS PVL		PLR PBD PDC
Jura	PS Verts Divers gauche		
Lucerne	PS Verts PVL	PLR PBD PDC PEV	UDC UDF
Neuchâtel	PS Verts POP	PLR PBD PDC PVL	UDC NPL
Saint-Gall	PS Verts	PVL Pirates	UDC UDF
Schaffhouse	PS Verts	PBD PDC PEV	PLR UDF UDF
Schwyz	PS Verts PVL		
Soleure	PS Verts	PBD PDC PVL PEV	
Tessin		PDC PVL	UDC Lega
Thurgovie	PS Verts	PLR PBD PDC PVL PEV	UDC UDF
Valais	PS Verts PCS	PLR Avenir écologie	
Vaud	PS Verts Divers gauche Pirates	PBD PDC UDF PVL PEV	
Zoug	PS Verts Pirates	PLR PDC PVL	
Zurich	PS Verts Divers gauche	PBD PDC PVL PEV Ecopop Pirates	UDC UDF

PVL: Vert libéraux, PEV: Parti évangélique, UDF: Union démocratique fédérale, DS: Démocrates suisses, NPL: Nouveau Parti libéral

SOURCE: IT

Cela traduit la volonté des partis de chercher à mobiliser un électoral plus jeune ou plus féminin.

Ce mécanisme électoral est souvent décrié

Comment la situation se présente-t-elle pour les élections d'octobre dans les 20 cantons qui désignent leurs conseillers nationaux au système proportionnel (les six autres n'ont qu'un siège au Conseil national).

UDC. Comme en 2011, la formation de Christoph Blocher est ostracisée par le centre droit. Dans seulement trois cantons - Argovie, Bâle-Campagne et Schaffhouse -, le PLR lui a ouvert ses bras. Mais l'alliance

vaudoise conclue en 2011 n'a pas été reconduite cette année. Une analyse effectuée après les élections de 2011 a démontré qu'une alliance entre les deux partis aurait principalement profité à l'UDC. Cité par l'ATS, le politologue Werner Seitz a de son côté calculé que les apparentements des autres formations auraient privé l'UDC de huit sièges. Comme il y a quatre ans, ce parti se console en faisant équipe avec de petites formations conservatrices, comme le MCG à Genève, la Lega au Tessin, l'Union démocratique fédérale (UDF) ou les Démocrates suisses.

PLR. Les libéraux-radicaux ont davantage cherché à s'allier cette année qu'en 2011. Ils sont associés au PDC dans six cantons, dont Lucerne, où il s'agit d'une première historique destinée à contrer à la fois l'UDC et le PVL. On recense au

total 11 alliances, soit quatre de plus qu'en 2011, en majorité avec les partenaires juniors du centre droit (PVL, Parti bourgeois-démocratique (PBD), PEV). Elles ont notamment pour but de reprendre des sièges grappillés par d'autres partis faisant cause commune en 2011. Par exemple en Thurgovie: grâce au partenariat du centre droit, le PVL, en réalisant seulement 5,2% des voix, avait soufflé un siège au PLR, qui, parti seul au combat, avait obtenu 11,2%.

PDC. Les démocrates-chrétiens sont, au centre, les champions des alliances. On en recense pas moins de 16 (13 en 2011), principalement avec le PVL, le PBD et le PEV. A Zurich, l'alliance inclut même Ecopop et le Parti pirate (LT du 29.08.2015). La démarche est avant tout arithmétique et a pour but de conserver certains sièges menacés. Elle ne peut

être découplée des projections électorales, qui, avec une constance inquiétante pour le parti, annoncent un recul du PDC en termes de suffrages (11,1% selon le dernier baromètre, contre 12,3% en 2011).

PVL et PBD. En 2011, ce sont les Vert libéraux qui ont le mieux profité des apparentements. Le PVL et le PBD avaient tous deux récolté 5,4% des voix lors de l'élection au Conseil national. Mais le premier nommé avait décroché 12 sièges (plus deux au Conseil des Etats) contre seulement neuf (plus un sénateur) pour la formation d'Eveline Widmer-Schlumpf. La moitié ayant été conquise grâce aux apparentements, le PVL aurait tort de ne pas reconduire une opération qui fut un succès. Décrié comme «parti de la polygamie» par la NZZ, le PVL fait partie de 15 alliances (dont trois avec la gauche) et le PBD en décompte 14. Mais

cela ne suffira pas forcément à maintenir toutes leurs positions, car des contre-alliances se sont fait jour, par exemple aux Grisons ou à Lucerne.

PS et Verts. L'alliance entre le PS et les Verts est une constante de la politique fédérale. Les deux partis figurent sur des listes communes dans 19 cantons sur 20. Seul le Tessin fait exception, en raison de positions divergentes sur l'immigration. Dans plusieurs cantons, comme Genève, Vaud, Neuchâtel, le Jura et Berne, l'alliance inclut des listes d'extrême gauche. En 2011, la stratégie a été profitable au PS, qui a conquis trois sièges supplémentaires alors qu'il reculait de 19,5% à 18,7%. Cette année, les alliances conclues à gauche ne suffiront toutefois pas à empêcher le recul des Verts, pronostiqué dans toutes les projections électorales.

Le financement de la route tombe en panne

> **Transports** Report au Conseil des Etats

De combien augmenteront le prix de l'essence et la vignette pour financer les routes et leur entretien? Il faudra patienter pour recevoir une réponse. Jeudi, le Conseil des Etats a ajourné ses décisions à propos du Fonds pour les routes nationales et le trafic d'agglomération (Forta). Par 27 voix contre 14, il a suivi une proposition de Roland Eberle (UDC/TG), qui demande que le dossier soit réexaminé par la Commission des transports et télécommunications (CTT). Au grand désespoir de Doris Leuthard, qui espérait faire avancer ce projet de financement des routes.

La responsable de cette décision, c'est la vignette. En novembre 2013, 60,5% de la population avait rejeté une hausse du tarif d'utilisation des autoroutes de 40 à 100 francs par an. En refusant cette adaptation, elle laissait aussi en mains des cantons 400 kilomètres de routes dont il était prévu de transférer la responsabilité à la Confédération et gelait certains aménagements nouveaux comme l'évitement de La Chaux-de-Fonds et du Locle.

Parce qu'elle «respecte la volonté populaire», Doris Leuthard n'a pas repris ces 400 kilomètres dans le Forta, contrairement au contournement de Morges. La CTT a examiné la possibilité d'intégrer dans le fonds routier le «paquet vignette» de 2013,

avec une hausse à 70 francs au lieu des 100 refusés naguère et une compensation financière des cantons de 60 millions. Mais elle n'a pas trouvé de solution.

«Pas tout détricoter»

Pour éviter de bloquer la création du fonds routier, la CTT a proposé de demander au Conseil fédéral par voie de motion de mener de front une double approche: repêcher ces 400 kilomètres d'ici à fin 2017 et étudier en parallèle l'introduction d'une vignette électronique.

Cette stratégie n'a pas convaincu le Conseil des Etats, qui demande à sa commission d'intégrer ces 400 kilomètres et les nouveaux projets dans le Forta. «Les cantons doivent accepter de payer ce 60 millions. Pour eux, c'est la dernière qui sonne s'ils veulent que la Confédération reprenne ces 400 kilomètres», martèle Didier Berberet (PS/NE).

La CTT doit rouvrir le dossier et repasser de la vignette. La création du fonds va ainsi prendre du retard. Aucune décision n'est prise pour l'heure sur un éventuel rattachement de l'essence. Le Conseil fédéral a proposé de faire passer de 30 à 36 centimes par litre la surtaxe sur les carburants. La CTT se satisfait de 34 centimes. **B. W.**

L'Ouest lausannois ne veut plus «voir passer les trains»

> **Trafic** Des élus demandent l'arrêt à Renens d'au moins deux «grandes lignes» par heure

C'est tout le paradoxe: alors que la gare de Renens, au cœur d'une agglomération en pleine croissance, fait l'objet d'investissements pour 300 millions de francs en vue de son agrandissement, elle risque d'être entièrement désertée par les trains «grandes lignes». «Renens aura tout d'une grande gare, sauf les trains!» résume Alexandre Rydlo, député socialiste au Grand Conseil vaudois.

Dans une intervention parlementaire, les 14 élus du district demandent au Conseil d'Etat de faire pression sur les CFF pour obtenir l'arrêt à Renens d'au moins deux grandes liaisons par heure, vers l'aéroport de Genève d'une part, vers le Simplon ou Berne de l'autre.

La dernière possibilité de rejoindre Coirtrin à partir de Renens sans changer de train a disparu avec l'horaire 2013, rappellent les élus, déplorant que «ces dernières années, la gare de Renens ait été reléguée au rang de simple gare régionale dans la planification des CFF».

Avec 30 000 voyageurs par jour, la gare de Renens est la troisième de Suisse romande, la quatrième si l'on compte Bienne. Elle est desservie par un nombre important de trains, 270 par jour exactement. Mais cette desserte est quasi exclusivement le

fait de trains régionaux. Les trois seuls ICN s'arrêtent encore dans le centre de l'Ouest lausannois seront supprimés dès 2016 en raison des travaux de «l'eman 2030» (développement ferroviaire entre Lausanne et Genève).

Siège romand des CFF

L'Ouest lausannois, qui offre le plus grand potentiel de densification de l'agglomération Lausanne-Morges, pourrait avoir 100 000 habitants en 2030, le campus universitaire s'étend et les CFF y auront leur nouveau siège romand, énumère Alexandre Rydlo, lui-même ingénieur dans la compagnie ferroviaire.

Les élus de l'Ouest, qui jettent des regards d'envie sur les connexions dont bénéficient les banlieues allemandes comme Oerlikon (ZH) ou Wil (SG), se montrent plus gourmands que la solution que le canton défend actuellement auprès des CFF: une liaison à la demi-heure entre Renens et Coirtrin, mais avec des trains régionaux seulement. L'autorité cantonale doit aussi faire face à la frustration de Morges et de Nyon, où le nouvel horaire des CFF entraîne aussi une diminution de la desserte «grandes lignes». **Yelmarc Roulet**

Carnet de campagne

«Ça vaut le coup de se battre»

A l'approche des élections fédérales, «Le Temps» suit six candidats durant leur campagne

Michaël Dupertuis, 29 ans
Vert libéraux/VD



leviers politiques, on peut obtenir une jolie victoire!» s'exclame Michaël Dupertuis. Un élan bienvenu dans la campagne. Le reste de la semaine a été marqué par le travail de coordination entre les candidats qu'exige de lui sa

Certains moments permettent d'oublier les obstacles qui jalonnent le chemin d'une campagne électorale. Les instants suivant une victoire politique, par exemple, comme celle qu'a vécue Michaël Dupertuis samedi dernier, lorsque le Conseil d'Etat vaudois annonçait l'issue de ses négociations avec les CFF autour de la desserte du Chablais: il y aura finalement des navettes entre Aigle (VD) et Saint-Maurice (VS), pour pallier les huit trains supprimés par les CFF en gare de Bex dans leur nouvel horaire 2016. Bellerin, le jeune candidat se bat depuis plusieurs mois, au sein d'un comité pétitionnaire, pour que sa région ne soit pas oubliée de la carte ferroviaire vaudoise. Le cri des habitants de Bex a semble-t-il été entendu: la cheffe du Département vaudois des infrastructures, Nuria Gorrite, a négocié avec les CFF le maintien des cadences journalières. Coté: un million de francs, partagé entre l'entreprise et le canton. «C'est extrêmement motivant! On voit qu'en se mobilisant, en parlant aux citoyens, en actionnant des

fonction de secrétaire général des Vert libéraux, la distribution de flyers dans la rue et la mission de diffuser la pensée de son parti au quotidien sur Facebook et Twitter. «C'est hyperimportant. Nous sommes une petite formation, avec un petit budget. Mettre en avant nos prises de position ou commenter l'actualité sur les réseaux nous permet d'être présents sans trop de frais», explique Michaël Dupertuis. Un activisme qui l'absorbe durant une à deux heures chaque jour, à côté du reste. Coup de blues, cette semaine, lorsque sa fille aînée lui demanda: «Ou étais-tu hier soir? Pourquoi tu ne dînes pas avec nous?» Le matin, sa cadette d'un an et demi pousse des cris de joie en voyant son papa: «Ça me fait de la peine, car je sais que c'est parce que ma présence est exceptionnelle!» Sa femme, elle, compte les jours avant le 18 octobre. Tout comme son associé: «Je dois aussi réduire mon activité professionnelle pour ma campagne. Heureusement, je suis bien entouré.» **Céline Zünd**